

# Le guide de la gouvernance des sociétés de Pascal Durand-Barthez

## Lauréat du prix du Cercle Montesquieu 2017



Chaque année depuis 1997, le Cercle Montesquieu récompense les meilleurs ouvrages en droit des affaires. Le prix, qui a pour objet de rappeler aux décideurs l'importance du droit des affaires dans la vie de l'entreprise, est décerné par un jury composé de membres du Cercle Montesquieu, et remis par une personnalité du monde du droit.

**S**ous la direction de Bénédicte Wautelet, directrice juridique du Groupe Figaro et vice-présidente du Cercle Montesquieu, et d'Antoine Burin des Rozières, membre du Cercle Montesquieu, le jury du prix du Cercle 2017, composé de 11 membres de l'association, a étudié une sélection de 35 ouvrages.

Le prix du Cercle a été remis le 25 avril 2017 par Sandra Lagumina, conseiller d'État, ex-directrice générale adjointe, ENGIE, Membre du collège de l'Autorité de la concurrence. La remise de ce prix a eu lieu dans le cadre de la sixième édition des Débats du Cercle, journée organisée tous les ans par le Cercle Montesquieu, devenue un carrefour incontournable d'échanges entre le monde économique et juridique, et contribuant ainsi à la promotion du droit et de la fonction juridique au bénéfice des entreprises. Il a été décerné à l'ouvrage « *Le guide de la gouvernance des sociétés* » de Pascal Durand-Barthez, paru aux Éditions Dalloz. Il présente tout d'abord la notion de gouvernance, puis son appréhension en droit positif. Il détaille ensuite, plus longuement, les devoirs incombant aux acteurs de la société et leurs responsabilités.

Comme le soulignent Bénédicte Wautelet, et Antoine Burin des Rozières, « *le jury a apprécié dans cet ouvrage l'état des lieux précis et détaillé de l'ensemble des règles qui constituent dorénavant le droit des sociétés, ainsi que l'explication de l'émergence de la soft law dans ce domaine du droit* ». Nicolas Guérin, président du Cercle Montesquieu, précise : « *Fruit de*



Sandra Lagumina, Pascal Durand-Barthez, Bénédicte Wautelet et Nicolas Guérin

*l'expérience très riche d'un excellent praticien du droit, ancien directeur juridique d'un grand groupe et ancien avocat d'un grand cabinet anglo-saxon, ce livre constitue pour les directeurs juridiques un ouvrage de référence.* »

Deux autres ouvrages ont été nominés pour le prix du Cercle 2017 : Arbitrage dans les pays arabes et commerce international, par Nathalie Najjar, Lextenso Éditions/LGDJ et Déréglementation et professions du droit outre-Manche, par Géraldine Gadbin-George, Éditions Dalloz.

L'an dernier, le prix du Cercle avait été remis par Marc Guillaume, secrétaire général

### À propos de l'auteur :

Pascal Durand-Barthez, avocat spécialisé dans les questions de gouvernance, a été notamment directeur juridique de GEC-Alstom, directeur juridique et secrétaire du Conseil d'administration d'Alcatel avant de rejoindre le barreau comme avocat Of Counsel auprès du cabinet Linklaters (2007-2013). Il est Secrétaire général du Haut Comité de gouvernement d'entreprise (Afep-Medef). Diplômé de Sciences Po et docteur en droit, il a écrit sur des questions de droit des affaires internationales.

du gouvernement, à l'ouvrage *Le temps du monde de l'entreprise, globalisation et mutation du système juridique*, de Jean-Philippe Robé.

2017-2813

### Résumé du livre :

La gouvernance des sociétés est encadrée par des règles de plus en plus complexes. À la norme juridique proprement dite, législative et jurisprudentielle, s'ajoute le droit souple (*soft law*), ensemble de bonnes pratiques regroupées dans des codes élaborés par des organisations professionnelles, et complétées par les attentes des investisseurs.

Le propos est largement consacré aux sociétés cotées, mais ne se limite pas à elles. Peu nombreuses, elles font l'objet d'une réglementation particulièrement complexe. Elles ont développé et codifié les bonnes pratiques de gouvernance qui complètent le droit des sociétés. Les sociétés non cotées – groupes familiaux, mutuelles et coopératives, entreprises de taille intermédiaire et même sociétés du secteur public – s'inspirent de ces règles pour organiser leur propre gouvernance. Les caractéristiques et les règles spécifiques à ces dernières catégories sont aussi abordées. Des indications sont également données sur les grands principes applicables à la matière dans les droits de certains pays européens.

Le présent ouvrage est issu de l'expérience du certificat d'administrateur de sociétés créé en 2010 par l'Institut français des administrateurs (IFA) et Sciences Po. Il s'adresse aux administrateurs de sociétés en poste, à ceux qui souhaitent le devenir ou dont les fonctions conduisent à prendre cette responsabilité, et à ceux (secrétaires de conseils, avocats) qui les assistent. Il vise à mettre en perspective des notions que, la plupart du temps, ils ont rencontrées et pratiquées au cours de leur vie professionnelle. Il s'adresse aussi à tous ceux (magistrats, enseignants, étudiants) qui sont amenés à analyser la gouvernance des sociétés.